

**Arrêté préfectoral n° AP-2024-65-DREAL**

portant modifications des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société  
S.B.E.C sas sur le territoire de la commune de Taxenne

---

**Société Boillot Exploitation Carrières SAS (SBEC SAS)**

---

Commune de Taxenne (39 350)

---

Le préfet du Jura  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 294-27/2005 du 16 février 2005 autorisant la société SET Pernot à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives sur le territoire de la commune de Taxenne, au lieu-dit « Bois du Mont », ainsi qu'une installation de broyage-concassage-criblage ;

Vu l'arrêté préfectoral n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 portant modifications des conditions d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° AP-2024-23-DREAL du 24 avril 2024 autorisant le changement d'exploitant de la carrière de Taxenne au profit de la société Société Boillot Exploitation Carrières SAS (SBEC SAS) ;

Vu la demande déposée le 13 juin 2024 par la société SBEC SAS, complétée le 13 novembre 2024, en vue de modifier les conditions d'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de Taxenne ;

Vu le rapport du 18 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courriel le 16 décembre 2024 ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet dans son courriel du 17 décembre 2024 ;

Considérant que le site faisant l'objet de modifications est régi par les règles de la procédure d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'installations classées relevant de la rubrique 2510-1 sous le régime de l'autorisation et de la rubrique 2515-1-a sous le régime de l'enregistrement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 février 2005 susvisé ;

Considérant que la prolongation d'exploitation de la carrière par la société SBEC SAS engendre également une modification du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières ;

Considérant que la demande d'augmentation de production annuelle maximale de 20 000 tonnes n'est pas recevable dans le cadre d'un porter à connaissance, compte tenu de l'augmentation significative sur une durée courte (20 % pour 2 années) pouvant engendrer davantage de nuisances sonores et vibrations, émissions de poussières ;

Considérant que l'autorisation de production annuelle maximale est maintenue pour 100 000 tonnes du fait qu'une augmentation à une production annuelle maximale à 120 000 tonnes nécessiterait une demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que l'exploitation de la carrière sera poursuivie au sein du périmètre d'extraction autorisé à ce jour, sans extension et dans les limites du gisement fixées initialement ;

Considérant que la modification des conditions d'extraction de la carrière par la société SBEC SAS engendre également une modification du plan de phasage d'extraction, une mise à jour du plan de remise en état et la mise à jour des garanties financières ;

Considérant la préconisation de l'ARS, par message électronique du 12 novembre 2024 d'inclure pour les prochaines campagnes (à partir de 2025) un point de relevé des tombées de poussières à proximité de l'habitation la plus proche ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société SBEC SAS ne relève pas des catégories du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 (hormis la demande d'augmentation de la capacité maximale de production annuelle) du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de mettre à jour le plan de remise en état, de préciser les modifications des plans de phasage d'extraction et de mettre à jour les garanties financières à la suite de ces modifications ;

Considérant que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

## Arrête

### Article 1 – Identification

L'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 et n° AP-2024-23-DREAL du 24 avril 2024, autorisant la société SBEC SAS, dont le siège social est situé 3, La Grange Mathieu 25 620 La Chevillotte, à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives sur le territoire de la commune de Taxenne, au lieu-dit « Bois du Mont », ainsi qu'une installation de broyage-concassage-criblage est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

### Article 2 – Installations

Le tableau figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Extraction à ciel ouvert d'une carrière de roches massives calcaires <i>Production annuelle maximale : 100 000 t/an</i>	A
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage,	Installation de broyage-	E

	<b>nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</b> , en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	concassage de 650 kW	
2517-1	<b>Station de transit</b> de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie maximale de l'aire de transit : 4 000 m <sup>2</sup>	NC

A : Autorisation, E : Enregistrement, NC : Non classé

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau maximal d'activité pour les installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

### **Article 3 – Conditions d'exploitation**

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé :

« L'autorisation initialement accordée pour une durée de 15 ans, prolongée de 3 ans en 2021 et de 2 ans en 2023 est prolongée de 2 années supplémentaires qui inclut la remise en état complète du site (6 mois) dont les modalités sont définies aux articles 29 et suivants du présent arrêté. »

### **Article 4 – Garanties financières**

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, modifié par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé :

Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phase	Montant pour la phase en euros (€)	Indice TP 01
Deux années à partir de la date de signature du présent arrêté	111 103	130,1 (mars 2024)

L'exploitant fournit au préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'article L. 516-1 du code de l'environnement et pour un montant mis à jour selon les règles applicables.

#### **Article 5 – Modalités d'extraction**

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé :

« L'extraction doit être réalisée sur une seule période d'extraction de 2 années décrite dans le tableau suivant. »

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 16.4 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé :

Les quantités de matériaux à extraire ou de surface à décaper pour la période sont les suivantes :

<b>Volume exploitable en m<sup>3</sup></b>	75 500
<b>Volume de matériaux superficiels (terre végétale + matériaux de surface) en m<sup>3</sup></b>	0
<b>Volume de stériles en m<sup>3</sup></b>	7 500
<b>Volume de gisement en m<sup>3</sup></b>	68 000
<b>Surface exploitée en m<sup>2</sup></b>	8840

#### **Article 6 – Prévention des pollutions – eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 25.3 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, modifié par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé :

« Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, tel que prévu à l'article 10, doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique.

Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :

- **pH** : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- **MEST** (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- **Hydrocarbures** : < 5 mg/l (norme NF T 90 114) ;
- **D.C.O.** : < 125 mg/l (norme NF T 90 101).

Les analyses des rejets aqueux dans le milieu naturel en sortie du dispositif séparateur d'hydrocarbures doivent s'effectuer semestriellement auprès d'un organisme agréé et les résultats commentés sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour que les conditions de prélèvement soient optimales, un accès doit être aménagé en sortie du dispositif de traitement, au niveau du rejet dans le milieu naturel.

Cet accès doit être réalisé dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté. »

## **Article 7 – Surveillance de la qualité de l'air**

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 26.1 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé :

« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières conformément aux articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515. Cette surveillance doit inclure un point de relevé des retombées de poussières à proximité de l'habitation la plus proche. »

## **Article 8 -Remise en état**

Il est rajouté après l'article 31 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, un article « 31.1.3 Dispositions particulières relatives à la présence du Grand-duc d'Europe », dont les prescriptions sont les suivantes :

« Conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°AP-2024-23-DREAL du 24 avril 2024, la remise en état de la carrière de Taxenne prévoit la mise en place de mesures d'évitement et de réduction vis-à-vis de la présence du Grand-duc d'Europe, à savoir la réalisation d'une aire de nidification définitive sur un front de taille qui ne fait pas l'objet d'une exploitation extérieure et l'amélioration de l'aire de nidification déjà existante. »

Les prescriptions ci-après se substituent aux prescriptions de l'article 32 de l'arrêté préfectoral n° 294 du 16 février 2005 susvisé, modifié par l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé :

« La surface à remettre en état est de 4 ha 88 a 90 ca. »

## **Article 9 – Annexes**

Les annexes 1 et 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2023-38-DREAL du 31 mai 2023 susvisé sont remplacées respectivement par les annexes 1 et 2 du présent arrêté.

## **Article 10 – Notification et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Taxenne dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SBEC SAS.

## **Article 11 – Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

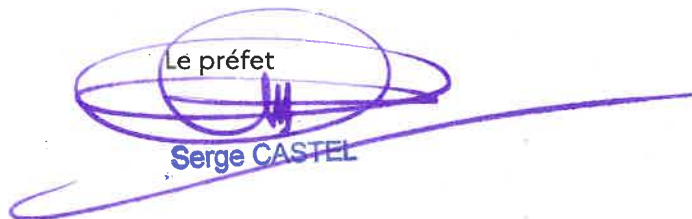
#### **Article 12 – Exécution et copies**

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Taxenne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- au maire de la commune de Taxenne ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Lons-le-Saunier :
  - unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire ;
  - département « biodiversité » du service « biodiversité, eau, patrimoine » ;
- à l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté (unité territoriale « santé, environnement » du Jura).

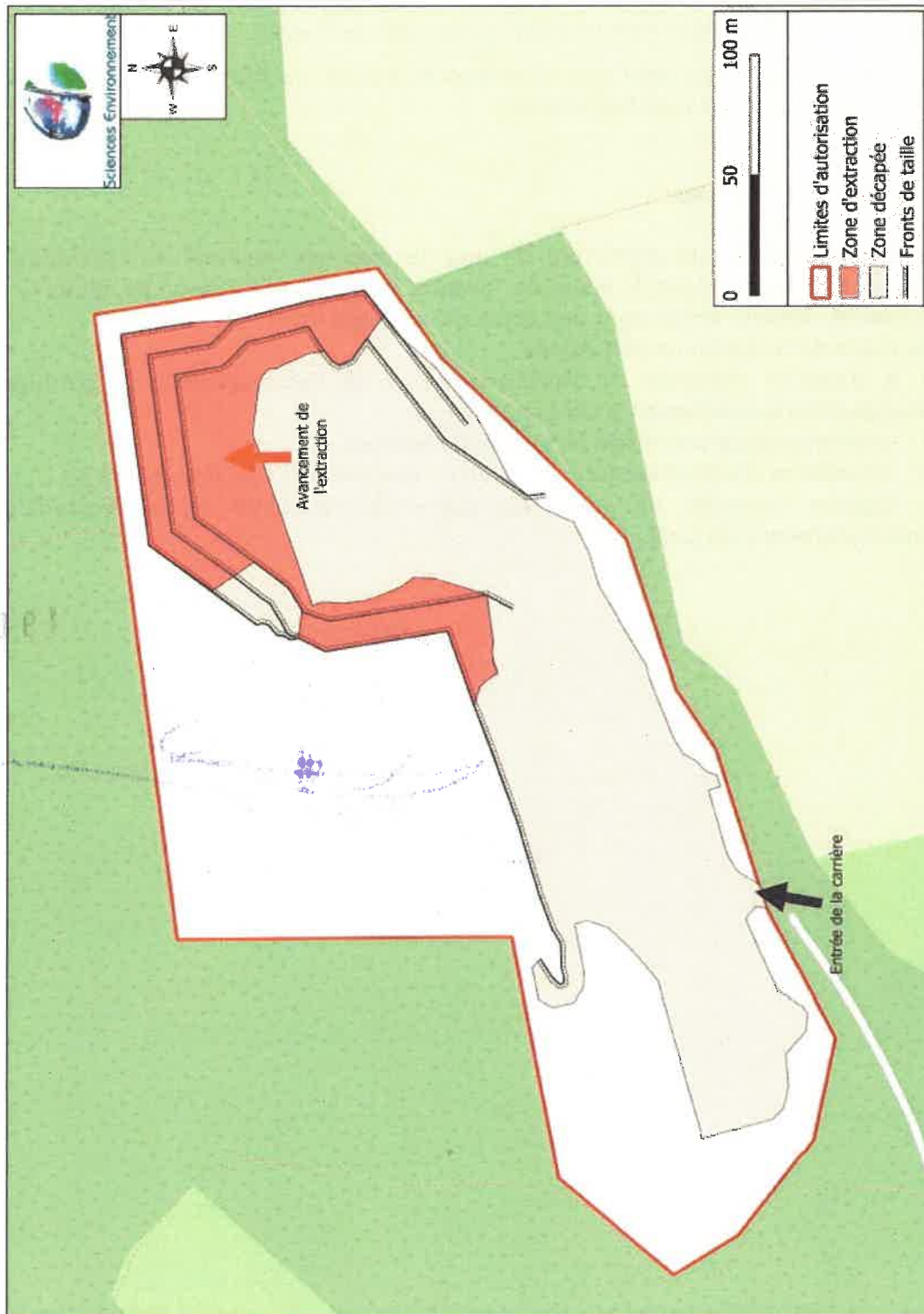
Fait à Lons-le-Saunier, le

**19 DEC. 2024**

Le préfet  
  
Serge CASTEL

# ANNEXE 1

## Plan d'extraction





## ANNEXE 2

### Plan de remise en état de la carrière

